

Loi 2005-102 du 11 février 2005

"pour l'égalité des droits, des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées".

Définition du handicap

article 2 :[...] Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de la santé invalidant. »

Les principes de la loi :

[...] Toute personne handicapée a droit à la solidarité de l'ensemble de la collectivité nationale, qui lui garantit, en vertu de cette obligation, l'accès aux droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens ainsi que le plein exercice de sa citoyenneté.

La loi garantit aux personnes handicapées :

[...] le libre choix de leur projet de vie, le droit à compensation des conséquences du handicap, la simplification des démarches avec la création des **MDPH Maisons Départementales des Personnes Handicapées** et des mesures pour la scolarisation de l'enfant handicapé.

Principe fondamental : **La famille est seule habilitée à saisir la MDPH.**

La scolarisation de l'enfant handicapé :

Objectif: Assurer l'accès de l'enfant handicapé aux institutions ouvertes à l'ensemble de la population et son maintien dans un cadre ordinaire de scolarité. [...] Tout enfant, tout adolescent présentant un handicap est inscrit dans l'école ou l'établissement le plus proche de son domicile, qui constitue son établissement de référence. (article L.112-1)

L'évaluation des besoins et des compétences par l'équipe pluridisciplinaire (E.P.E.) de la M.D.P.H.:

L'évaluation des compétences, des besoins et des mesures à mettre en œuvre ou mises en œuvre dans le cadre d'un parcours adapté à la situation, selon une périodicité adaptée

Cette évaluation est menée par l'E.P.E. et s'appuie sur les observations des besoins et compétences de l'enfant réalisées par l'équipe éducative en situation scolaire ou par l'équipe de suivi de scolarisation (E.S.S.).

Les parents sont obligatoirement invités à s'exprimer à cette occasion.

En fonction des résultats de l'évaluation, un parcours de formation est proposé et fait l'objet d'un **Projet Personnalisé de Scolarisation**.

L'élaboration du Projet personnalisé de scolarisation (P.P.S.)

L'EPE élabore le PPS qui constitue un des éléments du plan de compensation. Il définit les modalités du déroulement de la scolarité. Le PPS définit le cadre général des modalités de déroulement de la scolarité et les actions pédagogiques, psychologiques, éducatives, sociales, médicales et paramédicales répondant aux besoins particuliers des élèves présentant un handicap.

La décision d'orientation

Code de l'éducation, articles L 351-1 alinéa 1, et D.351-7 **Les parents sont étroitement associés à la décision d'orientation**

La CDAPH se prononce sur l'orientation propre à assurer la scolarisation de l'élève handicapé, au vu du PPS proposé par l'EPE.

Le rôle du référent :

Code de l'éducation, articles d-351-12 0 d351-15.
Arrêté du 17/06/2006,
JO du 20-08-06

L'enseignant référent est au centre des actions conduites en direction des élèves handicapés. Il assure, sur l'ensemble du parcours de formation, la permanence des relations avec l'élève, ses parents ou son représentant. Il est l'interlocuteur privilégié des parents. Il favorise la cohérence et la continuité du PPS.

C'est à son initiative que se réunit l'ESS.

Il apporte son concours aux missions de la MDPH.

Il organise les réunions des ESS et transmet les bilans réalisés à l'élève majeur ou à ses parents ainsi qu'à l'EPE de la MDPH.

Les équipes de suivi de scolarisation E.S.S.

Code de l'éducation, articles L0112-2-1 et D351-10 à D351-16

Elles assurent la mise en œuvre du PPS et veillent à la conformité de son déroulement selon les décisions de la CDA, prises au titre de l'orientation du jeune vers un établissement ou un service correspondant à ses besoins.

La composition de l'E.S.S. :

ces équipes comprennent l'ensemble des professionnels qui participent à la mise en œuvre du PPS et en particulier, le ou les enseignants...

Y participent nécessairement l'élève ou ses parents ou son représentant, ainsi que l'enseignant référent de l'élève qui la réunit.

Les membres de l'ESS sont tenus au secret professionnel

Article 26 - loi du 13/07/83 droits et obligation des fonctionnaires, décret n°97/503 du 21/05/97 code de déontologie médical, code de déontologie des psychologues du 22/03/96. Loi du 25/07/85 n°85-772

Le rôle de l'E.S.S. :

- 1.évalue les besoins en situation scolaire (outils mis à disposition par l'IEN ASH ou par la MDPH);
- 2.facilite la mise en œuvre du PPS en tenant compte :
des adaptations affectives nécessaires à l'accueil de l'élève , des adaptations pédagogiques, des objectifs de travail
- 3.veille à l'organisation spatiale et matérielle dans l'établissement ainsi qu'à l'organisation collégiale des adultes autour de lui
- 4.assure le suivi du PPS (analyse –bilan périodique au moins 1 fois l'an)
- 5.exerce une fonction de veille sur le parcours scolaire de l'élève handicapé en lien avec les instances d'orientation (PSY,COP,MEN ...)
- 6.organise le temps de scolarisation : prise en compte du rythme de travail de l'élève, de ses capacités d'apprentissages en référence aux programmes officiels des écoles, collèges, lycées.
- 7.prend connaissance avec précision de la manière dont sont réalisées les mesures d'accompagnement décidées par la CDA
- 8.s'assure que cette organisation est conforme au PPS
- 9.procède à l'évaluation du PPS au moins une fois par an à l'évaluation de ce projet et de sa mise en œuvre et propose les aménagements nécessaires pour garantir la continuité du parcours de formation.

Elle informe la CDA de toute difficulté qui pourrait remettre en question le PPS.

Révision de l'orientation si nécessaire, en accord avec les parents, l'élève ou son représentant.